

REÇU
Par Magda Santos, 14:27, 27/11/2023



Monsieur Claude Wiseler
Président de la
Chambre des Député.e.s
Luxembourg

Luxembourg, le 27 novembre 2023

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément au règlement de la Chambre des Député.e.s, je souhaite interpeller le Gouvernement au sujet des **mesures pour contrer la crise du logement**.

Sous le chapitre « Logement » de l'accord de coalition, le gouvernement indique qu'il « convoquera une réunion nationale Logement réunissant l'État, les communes et les représentants des secteurs concernés, qui aura comme but de discuter des mesures pour encourager rapidement les investissements privés et publics dans la production de logements. L'objectif primaire du Gouvernement sera d'assurer un logement décent à un prix abordable au plus grand nombre de personnes, que ce soit en matière de logements abordables, de logements locatifs ou en matière d'accès à la propriété. »

Lors des réunions publiques récentes de la Chambre des Député.e.s, la majorité parlementaire a refusé une association du Parlement aux travaux de cette convocation nationale. La crise du logement étant cependant une préoccupation majeure depuis plusieurs dizaines d'années au Grand-Duché, un rassemblement politique au-delà de la majorité politique parlementaire me paraît essentiel pour discuter des solutions pour résoudre cette crise sociale que représente le manque de logements abordables pour toutes les couches sociales de notre société.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais interpeller le gouvernement sur les questions suivantes :

- Concernant les solutions contre la crise du logement, faut-il mettre l'accent sur des actions stimulant la demande où plutôt sur l'offre ?
- Quelle est la stratégie du gouvernement en ce qui concerne la location de logements ?
- Quels moyens financiers le gouvernement entend-il mobiliser pour la création de logements publics ?
- Sachant que les recettes du budget de l'Etat se réduiront considérablement (récession économique, déchet fiscal substantiel relevant des mesures d'abaissement d'impôts prévu par le gouvernement à partir de janvier 2024), par quels moyens le gouvernement entend-il mobiliser les fonds pour financer l'offensive publique nécessaire pour la création de logements abordables ?
- Quelles sont les attentes du gouvernement en rapport à la réunion nationale du logement et comment le gouvernement entend-il présenter et discuter les conclusions éventuelles de cette réunion avec la Chambre des Député.e.s ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleurs sentiments.

François Bausch
Député